



Mairie
Place de la République
08800 – MONTHERME
Tél : 03 24 53 00 09
Fax : 03 24 53 01 15
mairie.montherme@wanadoo.fr

Site internet :
<http://montherme.fr>

Ouverture du secrétariat :
du lundi au vendredi inclus,
de 8 h à 12 h
et de 13 h 30 à 17 h 30,

Permanences des élus en mairie,
chaque jour, de 17h30 à 18h30
lundi : M. J-P. FRITSCH
mardi : M. M. VILLIERE
mercredi : Mme Ch. FACHE
jeudi : M. G. DEBIEUVRE
vendredi : Mme A. JOLY
samedi, de 10 h à 11 h 30 :
M. A. BERNARD
Ancienne école des Hauts-Buttés,
samedi, de 10 h à 11 h :
M. Y. DELPEUT

MONTHERME
Pays de Meuse et de Semoy.
Chef-lieu du canton
constitué des communes de :
BOGNY-SUR-MEUSE
DEVILLE
HAULME
HAUTES-RIVIERES
LAIFOUR
MONTHERME
THILAY
TOURNAVAUX

Directeur de publication : A. BERNARD

LA LETTRE

D'INFORMATION MUNICIPALE

Juin 2006

No 16



*Les Hauts-Buttés : la place avec les
façades de l'église et de la maison de retraite*

Sommaire :

Page 2

Budget général
Fiscalité

Page 3

Travaux
Ecoles
Ordures ménagères
Budget de l'eau

Page 4

Villes propres
Etat-Civil
Biens immobiliers
Mise en garde

Le mot du Maire.

"Je paie donc j'ai droit ... ". Voilà une phrase qu'il n'est pas rare d'entendre, et que chacun a pu un jour ou l'autre prononcer. C'est un des grands paradoxes de notre société moderne que de faire croire, qu'au simple nom de liberté, ou parce qu'on en a payé le prix, on a de plus en plus de droits, en oubliant qu'ils s'accompagnent toujours de devoirs.

Par exemple, pour le prix d'un permis de conduire j'ai le droit de prendre le volant d'un véhicule à moteur, mais j'ai aussi le devoir de respecter le code de la route.

Les jeunes me disent : "On a bien le droit de s'amuser le soir dans la rue". Certes ! Mais ils ne comprennent pas qu'ils ont le devoir de veiller à ne pas troubler le repos des gens qui travaillent.

Autre exemple : au nom du "droit à...", certains habitants étaient en train de créer de véritables dépôts d'ordures en pleine ville. Nous avons donc dû retirer les bacs à ordures de trois endroits de la commune (voir article intérieur) car ces personnes avaient, bien sûr, oublié qu'elles avaient le devoir de respecter la réglementation (bacs réservés), le devoir de respecter l'environnement et le travail d'embellissement entrepris par la ville et les particuliers.

"Le Maire se trouve au carrefour de tous les intérêts contradictoires des administrés et, bien sûr, il ne fait que des mécontents", m'ont dit quelques anciens élus peu après ma prise de fonction. Je le vérifie tous les jours.

A. BERNARD

VIE DE LA CITE

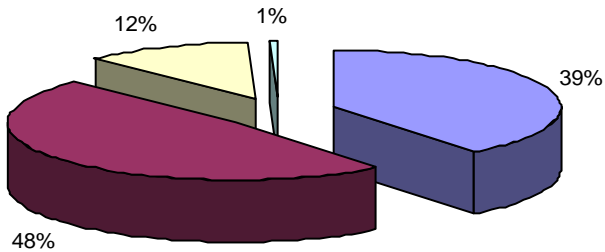
LE BUDGET GENERAL DE LA COMMUNE

SECTION DE FONCTIONNEMENT : équilibrée à la somme de 2 313 113 €

Charges à caractère général	910 150
Charges de personnels et frais assimilés	1 111 300
Autres charges de gestion courante	279 241
Divers (charges + dépenses imprévues)	12 422

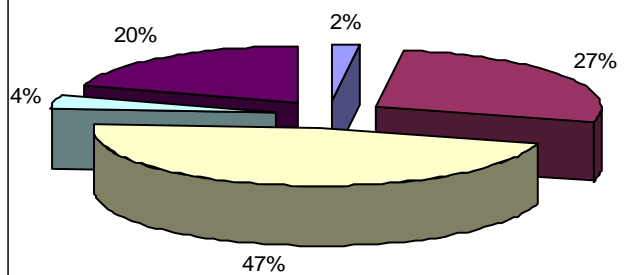
Vente de produits et prest. de services	45 326
Impôts et taxes	627 200
Dotations, subventions et participations	1 095 016
Divers (autres produits, indemnités, ...)	89 100
Excédent reporté	456 471

Dépenses de fonctionnement :



- Charges à caractère général
- Charges de personnels et frais assimilés
- Autres charges de gestion courante
- Divers (charges financières + imprévus)

Recettes de fonctionnement :



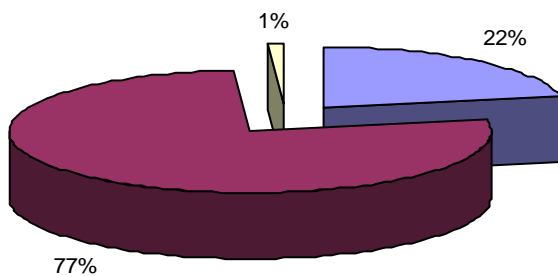
- Vente de produits et prestation de services
- Impôts et taxes
- Dotations, subventions et participations
- Divers (autres produits, Indemnités, ...)
- Excédent reporté

SECTION D' INVESTISSEMENT : équilibrée à la somme de 2 280 577 €

Dépenses équipements + études	256 893
Travaux bâtiments + voirie communale	897 743
Etat de la dette	13 899
Dépenses imprévues	12 042
(Emprunt Lotissement)	1 100 000

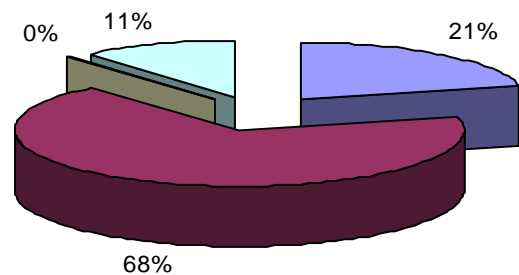
Subventions (Etat, Région, Départ. Divers)	248 086
Dotations fonds divers et réserves	798 852
Produits de cession	3 289
Excédent reporté	130 350
(Emprunt Lotissement)	1 100 000

Dépenses d'investissement



- Dépenses équipements + études
- Travaux bâtiments + voirie communale
- Etat de la dette

Recettes d'investissement



- Subventions (Etat, Région, Départ., divers)
- Dotations fonds divers et réserves
- Produits de cession
- Excédent reporté

Fiscalité

Pour 2006, le Conseil Municipal a décidé d'augmenter les taux de prélèvement de 1,15 % sur les 4 taxes, augmentation inférieure à l'inflation (près de 2 %).

Cette augmentation ne compense cependant pas la baisse de la Taxe Professionnelle versée par l'entreprise SEFAC.

Produit fiscal 2005 : 583 495 €

Produit fiscal 2006 : 565 000 € (- 3 %)

Travaux

Après bien des retards les travaux commandés par la Commune et la Communauté de Communes dans la rue du Dr. Lemaire sont enfin terminés.

1 - A la charge de la commune, réfection complète des réseaux humides et branchements (eau et assainissement) , et réfection complète des réseaux secs (EDF, France Télécom, éclairage public)

2 - A la charge de la CCMS, réfection complète de la voirie de surface : trottoirs, caniveaux , bordures

3 - Le Département doit maintenant entreprendre la réfection complète de la chaussée.



Ecoles .

Longue-Haie.

A la prochaine rentrée scolaire, il y aura une classe en moins donc un retrait d'un poste d'enseignant. Cette suppression de poste est certes due à une baisse régulière, depuis quelques années, des effectifs sur l'ensemble de la localité mais aussi à la volonté politique du gouvernement de ne plus prendre en compte les enfants de 2 ans.

Heureusement, depuis 2003, la situation s'inverse et le nombre de naissances est en nette progression.

Année	Naissances (source : Etat-Civil)
2003	14
2004	19
2005	34 (dont 30 sur le secteur de l'école concernée)

Cependant, les enfants nés en 2005 ne pourront pourtant être pris en compte qu'à la rentrée 2008-2009 ; encore faut-il que les familles restent à Monthermé.

Néanmoins, la Municipalité a décidé de poursuivre le programme de rénovation et de mise aux normes des salles de classes.

Rive-Gauche.

Pour une sortie de cette école en toute sécurité, un miroir a été installé rue Paul Doumer, en face de la rue des Ecoles.

Si les automobilistes venant de la Place de la République ne peuvent pas l'ignorer, les enfants doivent aussi y jeter un coup d'œil avant de franchir les portillons



Ordures ménagères.

Des bacs destinés à recueillir les ordures ménagères et les sacs de tris avaient été disposés pour les familles qui ne bénéficiaient plus du ramassage en porte à porte.

Au nombre de deux pour chacun des cinq secteurs, les bacs ont été, dans un premier temps, largement suffisants.

Mais ce service a été très vite détourné de sa vocation par quelques habitants du quartier ou d'ailleurs qui venaient déposer leurs ordures, monstres, et autres déchets aux emplacements réservés.

Malgré informations et affichages, la situation empirait, en particulier les jours fériés où le ramassage n'est pas effectué.

Cette situation nouvelle était inacceptable.

En conséquence, et dans un premier temps, les bacs ont été retirés rue Doumer, rue de l'Enveloppe et rue de l'Egalité.

Il appartient donc à chacun de venir déposer son sac de déchets exclusivement le soir, la veille du ramassage ou le matin même du jour de collecte en bordure de la rue où passe le camion benne, c'est-à-dire le lundi et le jeudi pour les ordures ménagères et le mercredi pour le sac de tri.

Néanmoins, une réflexion est engagée pour à la mise en place d'une autre forme de collecte.

Budget de l'eau.

Eau potable.

Le réseau d'alimentation doit faire l'objet d'un diagnostic : recherches de fuites, remplacement et pose de vannes, sectorisation du réseau ...

Les captages doivent être remis en état avec mise aux normes des prises d'eau (303 959 €) et remplacement de 1.5 km de la conduite d'alimentation en eau potable (133 000 €).

Assainissement.

Le plus gros des travaux est réalisé (station d'épuration et raccordement des particuliers)

Le zonage d'assainissement est en cours et aboutira au "règlement d'assainissement" . La situation des particuliers non raccordables sera traitée à part avec l'obligation de créer un SPANC (voir LIM n° 15).

Actuellement, à cause de la présence d'hydrocarbures dans le réseau d'assainissement il y a obligation de déshydrater 900 m³ de boues pour permettre leur enfouissement à Eteignière, ce qui entraîne un coût supplémentaire pour la commune de 25 000 €

Les travaux de calage des déversoirs d'orage, avec création d'un trop-plein s'évacuant en Meuse et raccordements des particuliers sont terminés. Coût des travaux : 150 000 €
Compte tenu des subventions de l'Agence de l'Eau : 51 500 € (34 %), du Conseil Général : 31 513 (21 %), du Fonds Européen de Développement Régional : 34 508.96 €(23 %), la part de la Commune représente 22 % de la dépense.

Tarifs 2006

Les abonnés ont pu prendre connaissance des nouveaux tarifs sur leurs premières "factures d'eau" 2006.

Pour 1 m ³ :	Consommation d'eau	0.98 €
	Taxe pollution	0.60 €
	Redevance d'assainissement	1.30 €
	Total	2.88 €

Villes propres.

La Communauté de Communes de Meuse et Semoy a investi dans l'achat d'une balayeuse afin de mettre toutes les villes et tous les villages au même niveau de propreté sur les axes principaux. C'est ainsi que vous rencontrerez certainement la balayeuse sur le territoire de la commune aux dates suivantes : 10 juillet , 3 août , 11 septembre , 9 octobre 13 novembre et 11 décembre.



Etat-Civil du 01-01-06 au 31-05-06

Naissances.

Remarque : la parution des enfants nés hors mariage ne peut se faire qu'avec l'accord des parents, sur présentation du livret de père et de la mère célibataire.

HARDOUIN Tomy Alain Remy	12 janvier
DAMOU Tessa	13 janvier
SILVENTE-ORTEGA Antonin Baptiste	20 janvier
SIMEON Bastien Jacky Pierre	28 avril
BREE Donovan	1 ^{er} mai

Mariages

COLLARD Hervé Joseph Marie Jules et PALLOTTA Raffaelina	1 ^{er} avril
--	-----------------------

Décès.

BERTO Thérèse	4 janvier
HALBARDIER Marie-louise veuve de HATRIVAL Charles	9 janvier
LIBION René	10 janvier
PECHET Jean-Marie	30 janvier
GODARD Léon Jean	31 janvier
AZARD Roland Etienne	7 février
GARDELLIN Aldo	8 février
DEVAIL Michel Fulbert	9 février
NAVARRO Pierre Michel	14 février
DEVERT Eliette Gisèle veuve de PERSENT Pierre	25 février
BROVELLI Paulette veuve de MAURICE Julien	25 février
CHRISTOPHE Georges Henri	26 février
POIDEVINS Maurice Albert	26 février
MAUCORT Michel Emile	6 mars
LOTTO Ever veuve de DE BARQUIN Georges	20 mars
SCHLOSSER Bernard René	21 mars
VALENTIN Aimé Marie Victor	21 mars
BADRE Francis Philippe	26 mars
RENAULT Robert Jules Marcel	4 avril
VOIRAIN Simone Marcelle veuve de AUTIER Marcel	23 avril
VERGEADE Suzanne Henriette veuve de MARTIN Achille	30 avril
GILLY Jacques Paul Gaston	15 mai
LEFEBVRE Jeanne Marie veuve de PICARD Bernard	20 mai

Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers..

La loi du 30 juillet 2003 relative à la **prévention des risques technologiques et naturels** et à la réparation des dommages a institué dans son article 77, codifié à l'article L.125-5 du code de l'environnement, un droit à l'information pour l'acheteur ou le locataire de tout bien immobilier, bâti ou non bâti, portant sur les risques auxquels ce bien est exposé.

Ces dispositions prévoient deux obligations distinctes pour le vendeur ou le bailleur :

- Une obligation limitée aux immeubles situés exclusivement dans les périmètres délimités par un plan de prévention des risques (PPR) (article L.125-5 1 et TI du code de l'environnement). Pour ces immeubles, un état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, à partir des informations mises à disposition en mairie. L'imprimé correspondant est disponible en mairie, sous-préfecture et préfecture. Il est également accessible sur le site Internet www.p.rim.net.

- Une obligation plus générale concernant tout immeuble ayant subi un sinistre ayant donné lieu à une indemnisation en vertu d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle (article L.125-5 IV du code de l'environnement). Dans ce cas, le vendeur ou le bailleur est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire, que ce sinistre ait eu lieu pendant la période où il a été lui-même propriétaire de l'immeuble ou qu'il en ait été informé au moment de son acquisition.

Le décret n° 2005-134 du 15 février 2005, codifié aux articles R.125-23 à R. 125-27 du code de l'environnement, a défini les modalités d'application de ces deux obligations issues de l'article L.125-5 du code de l'environnement.

Il précise que cette double obligation d'information entrera en vigueur à compter du 1^{er} juin 2006.

Sa mise en œuvre incombe aux vendeurs et aux bailleurs de biens immobiliers qui s'appuient sur des documents établis par les services préfectoraux et mis à disposition dans la mairie de chaque commune concernée.

Mise en garde

Une nouvelle fois, une personne âgée a été victime d'un vol par usage d'une fausse qualité dans le département des Ardennes.

Les faits ont eu lieu à RETHEL le 28/03/2006 où deux personnes, se prévalant du service des eaux, sont entrées au domicile de personnes âgées pour soi-disant vérifier une pollution des eaux. Pendant qu'un individu occupait les victimes, le second fouillait la maison et dérobait des bijoux et des pièces de monnaie.

Les personnes âgées ou fragiles doivent se montrer vigilantes lors de démarchages à domicile, quel qu'en soit le motif, en exigeant la présentation de **documents** ou de **cartes professionnelles** de la part des démarcheurs.

Au moindre doute, il convient d'alerter les services de gendarmerie en composant le 17 (depuis un téléphone fixe ou un portable). Une patrouille sera envoyée immédiatement sur place pour procéder aux contrôles et rassurer les personnes..

Le voisinage des personnes âgées est aussi invité à se montrer attentif aux visites inhabituelles que peuvent recevoir ces dernières.

Imprimerie BAYART
Rue de la Ravaude - Z.A.C. La Croisette - B.P. 55
08001 CHARLEVILLE-MEZIERES